

Tou-te-s aux manifestations du 1er mai 2022 ! Contre le programme de choc annoncé par Macron, il faut unir dès maintenant le mouvement ouvrier et les organisations progressistes

Après la « victoire » de Macron à la présidentielle, alors qu'il n'a le soutien que d'une petite minorité privilégiée, il est nécessaire de passer de la mascarade électorale à la lutte de classe. Pour cela, il faut unir le mouvement ouvrier, les syndicats et les partis qui s'en réclament, ainsi que les organisations progressistes sur le plan social et écologique, pour impulser des mobilisations, créer un rapport de forces qui permettra de stopper le programme de Macron et d'imposer des revendications d'urgence. Indépendamment des programmes politiques beaucoup plus structurels et ambitieux que l'on peut défendre par ailleurs, il est certainement possible de se mettre d'accord pour lutter tou-te-s ensemble sur la base d'une plateforme revendicative d'une dizaine de points. C'est ce que nous proposons à l'occasion de ce 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleur/se-s.



Proposition pour une plateforme unifiante de 10 revendications d'urgence

- 1) Augmentation générale des salaires, des pensions, des allocations chômage, du RSA et du minimum vieillesse de 300 euros immédiatement pour toutes celles et ceux qui touchent moins de 3000 euros.
- 2) Indexation des salaires sur l'inflation et des pensions sur les salaires.
- 3) Allocation de 1000 euros par mois pour tou-te-s les étudiant-e-s qui prennent leur autonomie, financée par une cotisation sociale patronale, et passage au SMIC complet pour tou-te-s les apprenti-e-s en alternance.
- 4) Blocage par l'État des prix de l'alimentation de base, le surcoût étant pris en charge par la grande distribution (de gros et de détail), à commencer par la règle « tout à 1 euro » : cinq fruits et légumes de saison, produits localement, pour 1 euro par jour et par personne ; dans chaque grand magasin, au moins un paquet de marque quelconque de pâtes, de riz ou un épis de maïs à 1 euro ; la baguette en boulangerie à 1 euro maximum et pas de prix cassé en grande surface...

5) Transfert immédiat de 50% des subventions de la PAC (Politique agricole commune de l'Union européenne) qui vont actuellement à l'élevage extensif et intensif aux paysan-ne-s qui cultivent déjà ou décident de cultiver des végétaux selon les normes de l'agriculture biologique.

6) Blocage par l'État des prix des carburants et du gaz, financé par une taxe spéciale sur les profits des industries du pétrole et du gaz (Total, Enedis, etc.).

7) Transports en commun municipaux, départementaux et régionaux gratuits jusqu'à la fin de la guerre en Ukraine, financés par une taxe (perçue par l'État et redistribuée aux collectivités) sur les profits des entreprises.

8) Prise en charge obligatoire par l'employeur de la moitié des frais de carburant pour les salarié-e-s qui se rendent au travail en voiture.

9) Lancement immédiat d'un plan de travaux de rénovation des logements pour mettre fin aux « passoires thermiques » avant l'hiver prochain, en commençant par les logements des plus pauvres. Gratuité de cette rénovation pour les logements sociaux et pour les logements privés des foyers qui touchent moins de 3000 euros par mois. Financement de ce plan par une taxe spéciale sur les profits des entreprises du bâtiment. Des aménagements pour filtrer et ventiler les bâtiments.

10) Décision de tripler le nombre d'éoliennes, de panneaux solaires sur les établissements publics et d'usines marémotrices au cours de l'année 2022 par rapport à ce qui était prévu avant la guerre en Ukraine.

Partout dans le monde, ce n'est pas aux travailleur/se-s ni aux peuples de payer pour la sale guerre de Poutine !

Ce 1^{er} mai doit être l'occasion de forger l'unité ouvrière et populaire par les revendications et les luttes communes

Après celles de la pandémie Covid 19, les conséquences de la guerre en Ukraine sur les populations du monde entier sont déjà terribles et vont s'aggraver pour une durée indéterminée. Les travailleur/se-s et les peuples sont solidaires du peuple ukrainien victime de la sale guerre déclenchée par Poutine. Pour notre part, nous soutenons inconditionnellement la résistance armée du peuple ukrainien et les sanctions contre les oligarques et les dirigeants russes, tout en exigeant un accord de paix dont les conditions sont tout à fait possibles (voir <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1780>).

Mais, après le peuple ukrainien, ce sont tous les peuples et travailleur/se-s du monde qui subissent et vont subir toujours davantage les effets de cette guerre. La flambée des prix de l'énergie et des céréales est déjà énorme, mais les suites seront bien pires. Les experts s'accordent pour annoncer des pénuries gigantesques et des famines

monstrueuses. Cela exige non seulement un plan d'action du mouvement ouvrier dans chaque pays, par une plateforme revendicative unifiante adressée à chaque gouvernement, mais aussi une réponse mondiale, solidaire et coordonnée des mouvements ouvriers et des organisations populaires, incluant des mesures de sauvegarde des populations les plus exposées aux risques de la faim.

Pour la transition agricole alimentaire et écologique partout dans le monde

La Russie, premier exportateur mondial de blé, ne peut plus l'exporter à cause des sanctions, et l'Ukraine, cinquième exportateur mondial, risque de ne pas pouvoir planter les graines de blé, alors qu'il faudrait qu'elle le fasse dans quelques semaines pour assurer la récolte à la fin de l'été. Dès lors, selon les prévisions des experts, la pénurie de céréales va frapper de plein fouet les populations, à commencer par celles de l'Afrique, qui dépendent largement et parfois entièrement des importations de blé russe ou ukrainien. Si pour le moment les mesures de régulation des prix mises en place par la plupart des gouvernements africains limitent l'inflation, elles ne pourront pas suffire longtemps car les prix vont continuer de monter et le budget des États est déjà faible et gangrené par leur « dette » et la corruption.

Il est donc urgent de mettre en œuvre dès maintenant des solutions pour empêcher la famine aux quatre coins du monde et même chez les plus pauvres des pays les plus riches. Il faut que l'ensemble des terres arables disponibles soient mises en culture, avec la création de millions d'emplois nécessaires.

Pour la souveraineté alimentaire

Dans les pays pauvres, cette crise doit être l'occasion de rompre avec les monocultures exportatrices qui, rentables à court terme, quoique surtout pour les grands propriétaires, épuisent en fait les sols et menacent les populations de famine à la moindre crise du marché international. Il faut donc aller de toute urgence vers l'autosuffisance alimentaire d'un maximum de pays, à commencer par les plus pauvres, ce qui permettrait aussi de réduire les transports internationaux et leur lot de pollution.

Cela passe par des investissements massifs pour juguler l'assèchement des sols et des cours d'eau, dû au réchauffement climatique, et pour permettre l'irrigation par le creusement de puits et, pour les pays marins, l'utilisation de l'eau de mer désalinisée.

Pour financer ces travaux et la mise en culture d'un maximum de terres arables (de plus en plus rares dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient), il faut que les dettes des États pauvres soient immédiatement annulées, à commencer par celles contractées auprès des institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale, et auprès des États riches.

Pour le remplacement de l'élevage extensif par la culture de céréales et de

légumes

Dans les pays riches, il faut que les terres actuellement utilisées pour l'élevage extensif, notamment pour les bovins, soient réduites et transformées en terres céréalières et maraîchères. Il s'ensuivra une augmentation du prix de la viande et du lait, mais elle sera compensée par la réduction des prix des céréales, des légumes et des fruits. Cela permettra d'avancer résolument vers la production massive de protéines végétales, de réduire non seulement le gaspillage de terres arables, mais aussi la pollution due à l'élevage extensif, qui est notamment l'une des principales sources d'émission de CO₂, et de faire reculer par là même la maltraitance animale (de l'étable à l'abattoir).

Cela n'empêchera évidemment pas de réduire en même temps l'élevage intensif, comme celui des volailles et des porcs, source de maltraitance animale encore pire et de pollutions importantes, non seulement de l'atmosphère, mais aussi des cours d'eau.

Enfin, l'augmentation massive de la culture de céréales et de végétaux permettra de venir en aide aux populations du monde qui seront frappées par la famine.

Pour la transition vers l'énergie écologique partout dans le monde

Pour le moment, ce sont les prix de l'énergie qui subissent les plus fortes hausses à cause de la guerre en Ukraine. Il faut là aussi, partout dans le monde, à commencer par les pays riches, que cette crise soit l'occasion de la bifurcation écologique qui n'a que trop tardé.

Pour sortir des énergies fossiles, sources principales du réchauffement climatique, et réduire en même temps la dépendance de la plupart des pays à l'égard des États qui jouissent des rentes pétrolières et gazières, il est temps d'implanter partout, en accord avec les populations locales, des éoliennes, des panneaux solaires et des usines marémotrices (ainsi que des barrages hydro-électriques dans les pays sans accès à la mer où c'est encore possible d'en construire avec des impacts limités sur l'habitat des populations et pour l'environnement).

L'énergie nucléaire n'est pas une alternative : non seulement les déchets radioactifs s'accumulent dangereusement aux quatre coins de la planète sans que des solutions apparaissent pour les traiter correctement, mais en outre les risques d'accident gigantesque, inhérents à cette activité, sont désormais amplifiés par les menaces de guerre. Tout le monde a pu en prendre conscience avec les menaces de l'armée russe sur les centrales nucléaires ukrainiennes – et même les Français-es se rendent enfin compte que, en cas de guerre, le moindre missile sur l'un des cinquante réacteurs du pays suffirait à rayer de la carte des centaines de milliers ou des millions de personnes. Il va donc bien falloir mettre en œuvre un plan de sortie progressive du nucléaire.

Il faut ensuite réaliser d'urgence des travaux de rénovation thermique des logements,

des établissements publics et des entreprises pour réduire drastiquement leurs besoins de chauffage. Une partie de ces travaux pourraient être engagés dès maintenant pour que la facture soit déjà réduite à l'hiver prochain, avec à la clé des créations d'emplois massives.

Il faut enfin réduire les transports automobiles privés en investissant massivement dans les transports en commun, et empêcher toute augmentation du transport aérien, notamment en taxant à un taux dissuasif les voyages d'affaires et en instaurant un quota pour les voyages aériens des touristes (pas plus de 3000 km par touriste et par an – ou 6000 km tous les deux ans, etc. – hors voyages justifiés par des raisons familiales).

Luc Raisse, le 30 avril 2022